

Social Science and Community Action, par CHARLES-R. ADRIAN, PETER-H. ROSSI, ROBERT-A. DAHL et LLOYD RODWIN. Une brochure de 55 pages — INSTITUTE FOR COMMUNITY DEVELOPMENT & SERVICES, OFFICE OF RESEARCH, Kellogg Center, Université du Michigan, East Lansing, Michigan, 1960 (\$2)

Camille Martin

Volume 37, numéro 4, janvier–mars 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001712ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001712ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1962). Compte rendu de [*Social Science and Community Action*, par CHARLES-R. ADRIAN, PETER-H. ROSSI, ROBERT-A. DAHL et LLOYD RODWIN. Une brochure de 55 pages — INSTITUTE FOR COMMUNITY DEVELOPMENT & SERVICES, OFFICE OF RESEARCH, Kellogg Center, Université du Michigan, East Lansing, Michigan, 1960 (\$2)]. *L'Actualité économique*, 37(4), 746–747.
<https://doi.org/10.7202/1001712ar>

Public Financial Aid to Developing Countries par le SERVICE DE RECHERCHES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES INDUSTRIES ITALIENNES. (Collection «Series of Research Works», no 1). Un vol., 6¾ po. × 9½, broché, 89 pages plus tableaux. — CONFEDERAZIONE GENERALE DELL'INDUSTRIA ITALIANA, 11 Piazza Venezia, Rome, 1961.

Les faibles revenus des populations des pays sous-développés rendent presque impossible la formation de capitaux, et les bas niveaux de vie qui en résultent freinent dans une bonne mesure l'esprit d'entreprise. Pour sortir ces pays du cercle vicieux dans lequel ils se débattent, on n'a guère vu jusqu'ici que l'aide financière de l'étranger (qui ne peut guère être que publique).

Dans l'ouvrage étudié, le bureau de recherches de la Confédération des Industries minérales italiennes essaie de donner une image aussi claire que possible des canaux par lesquels l'assistance financière des pays étrangers est parvenue aux pays sous-développés depuis la fin de la guerre, de l'importance de cette assistance et de sa répartition parmi les divers pays bénéficiaires.

Le premier chapitre traite des divers programmes d'assistance, le deuxième, des organismes internationaux fondés aux fins d'assistance financière et des règles de fonctionnement auxquelles celle-ci donne lieu; les quatre chapitres suivants, des organismes et des programmes des États-Unis, de l'Angleterre, de la France, de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de la Belgique, de l'Italie, de la République fédérale de l'Allemagne, des Pays-Bas et du bloc communiste de la Russie et de la Chine. Enfin, un chapitre de conclusion insiste, devant les doutes engendrés par les résultats obtenus jusqu'ici, sur la nécessité de reviser les critères d'après lesquels on a distribué les fonds publics de secours, et surtout sur la nécessité d'une coordination internationale des efforts accomplis, si l'on veut que le problème des pays sous-développés où vivent les deux tiers de l'humanité ne prenne des proportions encore plus sérieuses. Pour fins de récapitulation, un appendice classe les sommes affectées aux divers pays selon chaque programme.

Camille Martin

Social Science and Community Action, par CHARLES-R. ADRIAN, PETER-H. ROSSI, ROBERT-A. DAHL et LLOYD RODWIN. Une brochure de 55 pages. — INSTITUTE FOR COMMUNITY DEVELOPMENT & SERVICES, OFFICE OF RESEARCH, Kellogg Center, Université du Michigan, East Lansing, Michigan, 1960. (\$2).

On a réuni sous ce titre les travaux de trois autorités en sciences politiques, en sociologie et en urbanisme, travaux présentés au cours d'une série de séminaires tenus sous les auspices de l'Institut de Développement et de Services communautaires de l'Université de Michigan. Le but de ces séminaires était de trouver les moyens, s'il en existe, d'appliquer la masse des connaissances acquises dans tous les domaines du savoir à la solution des problèmes communautaires des agglomérations urbaines des États-Unis.

Dans sa présentation, le Directeur de l'Institut insiste surtout sur les caractéristiques de la communauté américaine. Quant aux travaux eux-mêmes, on pourrait dire qu'ils traitent de la structure sociale des agglomérations urbaines américaines. Plus précisément, ils étudient la contribution que peuvent fournir, à la solution des problèmes sociologiques de la communauté locale, les sociologues et les spécialistes entraînés à l'organisation de ces groupements. La question est de savoir quels sont ceux qui possèdent le plus d'influence lorsqu'il s'agit de prendre des décisions, comment ces gens exercent leur influence et pourquoi ils jouissent d'une telle influence; enfin, quel est le rôle de l'urbaniste dans la communauté urbaine.

Les travaux présentés ne peuvent en rien se comparer à un programme d'action politique à l'échelle de la communauté urbaine, ni à un essai d'application aux phénomènes sociaux des sociétés urbaines de recherches spécifiques en sociologie, en science politique, en psychologie sociale ou en économie. On a simplement pensé que certaines analyses contenues dans les travaux en question pourraient aider les hommes pris dans les difficultés de la politique à y voir clair, et que les hommes d'études, de leur côté, pourraient y trouver des idées susceptibles de les orienter vers une meilleure compréhension de l'organisation communautaire urbaine.

Camille Martin

Economics of American Agriculture, par W.-W. WILCOX et W.-W. COCHRANE. Un vol., 6 po. × 8½, relié, 524 pages. — PRENTICE-HALL, Englewood Cliffs, N.J., 1960.

N'ayant pas lu la première édition de l'ouvrage de MM. Wilcox et Cochrane, il ne nous est pas possible de dire ce qui, dans l'édition en notre possession, constitue un apport nouveau. Notre jugement — sous la réserve précédente — est extrêmement favorable au travail des deux auteurs américains.

Il faut dire, cependant, que *Economics of American Agriculture* est un manuel. À priori, par conséquent — et compte tenu de ses buts didactiques — il ne poursuit pas d'objectifs «révolutionnaires», soit sur le plan de la théorie, soit sur celui de la pratique. Nous dirons plus loin, cependant, que les auteurs n'hésitent pas, dans certains cas, à soutenir des thèses, ou à préconiser des solutions fort lointaines des sentiers battus.

Mais, au point de départ, le lecteur ne peut ignorer que l'agriculture américaine n'en étant plus à ses balbutiements, et les théories révolutionnaires n'ayant que rarement droit de cité aux États-Unis, seules sont préconisées des modifications sectorielles, mais aucun bouleversement fondamental. Sans doute y aura-t-il, dans les prochaines années, des «révisions déchirantes» dans tel ou tel secteur de production (problèmes posés par les surplus); sans doute aussi est-il possible d'imaginer que la nécessité du Marché Commun européen pourra, dans un avenir relativement proche, donner naissance à des intégrations auxquelles les États-Unis ne seront pas étrangers. De toute façon, on ne saurait faire grief à MM. Wilcox et Cochrane de n'avoir pas intégré à leur travail des problèmes encore très flous puisque, précisément, ils ont voulu écrire un manuel.